Accident du travail sur le chantier de la bibliothèque universitaire à Dunkerque

L'art de se renvoyer la dalle

Cela n'arrive qu'une fois tous les quatre ans et pourtant c'est arrivé ce jour-là. Le 29 février 1996, un accident survient sur le chantier de la bibliothèque universitaire à Dunkerque. Une dalle mal stabilisée s'effondre sous le poids des quatre ouvriers qui travaillaient dessus alors qu'ils étaient en train de couler du béton. Trois d'entre eux réussissent à s'agripper aux rebords, le quatrième tombe dans la tranchée. Plus de peur de que mal.

Légèrement écorché, ce dernier reprendra le travail trois jours plus tard. D'origine portugaise, la victime ne portera pas plainte. Aujourd'hui, elle s'est évanouie dans la nature. Entre-

temps, une enquête a été initiée par le Parquet afin de déterminer les responsabilités. Jeudi après-midi, trois hommes devaient répondre de leurs actes. Le conducteur des travaux, le chef d'un bureau d'étude et son bras droit.

Absence d'états

Tous les trois sont poursuivis pour blessures involontaires ayant entraîné une interruption temporaire de de travail inférieure à trois mois et une infraction au code du travail. Tous les trois ont également changé d'activité professionnelle depuis les faits.

Au cœur de l'affaire : l'absence d'états pour supporter la dalle, constatée par l'inspection du Travail. Le

chantier a avancé sans que cette précaution soit prise.

A la barre, tous ont reconnu que cette disposition aurait dû être prise, chacun tentant de renvoyer la balle à l'autre. Les responsables du chantiers ont argué que les états ne figuraient pas sur les plans du bureau d'étude. Pour celui-ci, l'absence d'état dans les plans n'avait pas de raison d'être, en raison de son caractère évident. Au cours des réunions de chantier, la question a bien été évoquée, mais sans plus.

Et plus le débat avançait, plus les arguments devenaient techniques, pour ne pas dire touffus. Commentaire du procureur adjoint : « On en revient à dire : "C'est pas moi, c'est l'autre".

En tous les cas, cet accident a bien un coupable, que cela vous plaise ou non. Il n'y a pas eu de coordination en amont pour garantir la sécurité. »

Et les avocats du bureau d'étude de démontrer l'absence d'infraction, dans la mesure où les victimes n'étaient pas liées contractuellement à l'agence, puisqu'employées par une agence intérimaire. Au passage, ils ont aussi souligné l'absence de réelle gravité d'un dossier où il n'y a eu ni blessure grave, ni plainte ni constitution de partie civile. La relaxe s'impose donc à leurs yeux. Le représentant du ministère public, requiert une amende de 10 000 francs maximum. Délibéré vendredi 11 mai.

Il vendait des épaves pour des voitures

Les combines de « Papy l'embrouille »

Visage fermé, mains jointes, ce paisible retraité ne semble pas comprendre ce qu'il fait là, devant ses juges. Et pourtant, il doit bien avoir une idée.

Courant mai 99, cet homme de 64 ans, soucieux de son image, chevelure soigneusement laquée, vendait sur un parking de supermarché à Halluin une Peugeot 205 Rolland-Garros cabriolet à une brave dame qui voulait faire un cadeau à sa fille. Un peu de tchatche, des compliments bien trousés par ci par là, et l'affaire est conclue. En fait d'une bonne occasion, la cliente repart avec une épave. Certes rutilante... Le véhicule tombe en panne quelques

kilomètres plus loin. Bilan : 25 000 francs de travaux. Le prix d'un moteur neuf.

« Il a exigé 32 000 francs en espèces » raconte la victime, partie civile, qui devait porter plainte quelque temps auprès de la gendarmerie de Wormhout. « Et vous ne vous êtes pas méfiée ? » demande la juge. « Si, mais il avait l'air tellement gentil. Et il parlait, il parlait... » Le dernier contrôle technique date de 1995. « Je ne m'en suis rendue compte qu'après ».

Poursuivi pour vente illicite, falsification d'identité et de documents administratifs, le prévenu a déjà été condamné pour outrage à agent de la force publique

et usage de fausses plaques d'immatriculation. Cet ancien vendeur de voitures travaillait pour le compte d'Ali, un Marocain plus ou moins souteneur. « Je touchais 1 500 francs par voiture vendue. J'essayais de me constituer une petite rente », s'est-il justifié.

Propos grivois

L'homme vit aujourd'hui chez son fils, à Halluin. Dans le secteur, il traîne une réputation de petit escroc qui n'était manifestement pas parvenue jusqu'aux oreilles de la victime. Cependant, dans un sursaut de méfiance, la dame s'est rendue au deuxième rendez-vous fixé par le vendeur, un magnétophone dissimulé sur

elle. « Je ne sais pas si j'avais le droit de faire ça, Madame le Juge, mais j'ai enregistré toute la conversation. » Pièce à conviction, la cassette a confirmé l'arnaque, révélant au passage des propos grivois de la part du « gentil » monsieur.

Pour son avocat, le tribunal a affaire à « quelqu'un de sympathique, un peu faible, qui ne perçoit que le RMI et qui essayait juste d'améliorer un peu l'ordinaire. Cela peut se comprendre. Dommage qu'il manque le vrai commanditaire dans cette enceinte ».

Le prévenu a été condamné à six mois de prison avec sursis avec obligation de rembourser les frais de réparation à sa victime dans les trois ans.

Poursuivi pour publicité mensongère

« Juste une rupture de stock »

A l'origine, un prospectus vantant une opération promotionnelle intitulée « La foire à 10 F ». De bonnes affaires pour le client, qui se sont muées en affaire judiciaire pour le propriétaire d'une enseigne spécialisée

santes pour permettre au consommateur de profiter de la promotion » jusqu'à son terme.

Ainsi, au quatrième jour de la promotion, il ne restait plus que 24 figurines d'une

fres de la DRCCRF tout en clamant son respect du chaland : « Un client, c'est sacré », a-t-il martelé. Sa ligne de défense ? Une banale rupture de stock. « Je n'ai pas menti. Ces produits étaient disponibles et devai-

Sous l'emprise de la drogue

Cet ancien héroïnomane, en cours de traitement, comparait jeudi devant le tribunal correctionnel pour vol avec effraction, falsification et usage de chèques volés. Des faits commis en janvier dernier, à une époque où le prévenu, âgé de 24 ans, consommait réguli-